

Commune de Modane

date de dépôt : 08 mars 2016

demandeur : Monsieur MOLLARD Thierry

pour : Extension d'une habitation : création
d'une terrasse/appentis

adresse terrain : 155 RUE Pré Soleil, à Modane
(73500)

ARRÊTÉ
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la commune de Modane

Le maire de Modane,

Vu la déclaration préalable présentée le 08 mars 2016 par Madame BALZER Christa demeurant 155 RUE Pré Soleil, Modane (73500), Monsieur MOLLARD Thierry demeurant 155 RUE Pré Soleil, Modane (73500);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour l'extension d'une habitation : création d'une terrasse/appentis ;
- sur un terrain situé 155 RUE Pré Soleil, à Modane (73500) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28/06/06, modifié et révisé le 27/02/2008, modifié le 31/05/2010, le 23/02/2011, le 29/07/2015 et mise à jour le 14/12/2010 ;

VU le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles approuvé le 24/02/2012 révisé le 05/02/2016 ;

VU les articles L 621-1 et suivants du code du patrimoine relatifs à la protection des monuments historiques .

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 16/03/2016 ;

Considérant que le projet est situé dans le périmètre mais hors champ de visibilité d'un monument historique (Ancienne Rizerie des Alpes) ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Article 2

- Le demandeur est informé des recommandations de l'Architecte des Bâtiments de France à savoir : "*Baie vitrée sans volet roulant extérieur et bois de teinte châtaignier*" (copie ci-jointe).

Article 3

- Le terrain est situé dans une zone où le plan de prévention des risques naturels (PPRN) a identifié un risque de crue torrentielle/coulée de boue. La fiche n° 1.12 recommande la mise en oeuvre de dispositions particulières et impose le respect des dispositions générales (le document est consultable en mairie).



Le 26 AVR. 2016

Le maire,

Jean-Claude RAFFIN

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.